

La colonie française de Barcelone de janvier à septembre 1939 : une colonie entre deux guerres

GUILLAUME HORN

Universitat Autònoma de Barcelona (Espagne)
<https://orcid.org/0000-0003-2929-8173>

Présentation : 29 juin 2023 | Acceptation : 20 oct. 2023 | Publication : 15 déc. 2023

Citation recommandée : Horn, Guillaume. 2023. « La colonie française de Barcelone de janvier à septembre 1939 : une colonie entre deux guerres ». *Dictatorships & Democracies. Journal of History and Culture* 11: 177–195. doi: <https://doi.org/10.7238/dd.voi11.417823>.

Résumé : De janvier à septembre 1939, les difficultés s'accumulent pour la colonie française de Barcelone. Face à la crise sociale qui frappe ses membres, elle consolide son système de solidarité. Pétain nommé ambassadeur de France en Espagne, des relations diplomatiques s'établissent sur le principe de « collaboration », qui remet en cause la raison d'être de la colonie et renforce son inopérance. Amorcée, sa réorganisation est perturbée par la mobilisation d'août-septembre 1939. Dans ce contexte, le directeur de l'Institut Jacques Langlade tente d'empêcher son remplacement par Pierre Deffontaines.

Mots clés : colonie française de Barcelone ; Philippe Pétain ; collaboration ; Jacques Langlade ; consulat français de Barcelone ; Georges Gaillard ; Institut français de Barcelone ; Écoles françaises de Barcelone ; Société générale française de Bienfaisance ; lycée français de Barcelone ; Chapelle française de Barcelone ; Pierre Deffontaines.

The French colony in Barcelona from January to September 1939: a colony between two wars

Abstract : From January to September 1939, challenges accumulate for the French colony in Barcelona. Confronted with the social crisis affecting its members, the colony strengthens its solidarity system. With Pétain appointed as the French ambassador to Spain, diplomatic relations are established on the principle of «collaboration,» which questions the raison d'être of the colony and reinforces its ineffectiveness. Its reorganization, already initiated, is disrupted by the mobilization of August-September 1939. In this context, the director of the Jacques Langlade Institute attempts to prevent his replacement by Pierre Deffontaines.

Keywords : French colony of Barcelona; Philippe Pétain; collaboration; Jacques Langlade; French consulate in Barcelona; Georges Gaillard; French Institute of Barcelona; French Schools of Barcelona; French General Society of Charity; French high school of Barcelona; French Chapel of Barcelona; Pierre Deffontaines.

En janvier 1939, la République espagnole est défaite en Catalogne par les forces franquistes. Bien que Barcelone se rende sans résister, une répression implacable s'abat sur sa population (Preston 2016 et Píriz 2022). Parallèlement, la France se retrouve en situation de devoir composer avec un régime avec lequel elle avait initialement refusé d'établir des relations diplomatiques. Il faut quelques mois au gouvernement français pour prendre la décision de reconnaître le nouveau régime franquiste et établir des relations diplomatiques officielles, dans le but d'obtenir la neutralité de l'Espagne dans le conflit qu'il se prépare à mener face à l'Allemagne hitlérienne¹. Mais que s'est-il passé dans la colonie française de Barcelone à partir de l'entrée des troupes franquistes dans Barcelone ? Les Français de la colonie et les représentants du gouvernement français ont-ils choisi de fuir ? La répression a-t-elle également touché les Français de la ville ? Le rétablissement des relations diplomatiques a-t-il eu des retombées sur la colonie ? Quelle était la position de Pétain vis-à-vis de la plus importante colonie française de la Péninsule ? Enfin, comment la colonie a-t-elle fait face à la mobilisation générale d'août-septembre 1939, qui concernait l'ensemble des hommes ? Les archives de la colonie, actuellement conservées au sein de l'association « La Bienfaisance » à Barcelone, restent totalement muettes à ce sujet. Toutefois, des documents de l'ambassade française lèvent partiellement le voile sur ces questions². L'étude de l'ensemble de ces fonds, principalement constitués de courriers et de quelques rapports, permet de reconstituer chronologiquement la succession des évènements tels qu'ils nous sont parvenus, entre janvier et septembre 1939.

1 De janvier 1939 à mars 1939 : l'isolement

1.1 La colonie face à l'arrivée et à l'entrée des franquistes dans Barcelone

En janvier 1939, la nouvelle de l'imminente entrée des troupes franquistes dans Barcelone ne soulève pas de panique dans la colonie française de Barcelone. Les vivres commencent pourtant à s'y raréfier. Composée d'envi-

1 Le Parlement français vote la reconnaissance de l'Espagne puis délègue Léon Bérard à Burgos (Parelo 2014, *Catala 1997a* et *Catala 1997b*).

2 Archives diplomatiques de la Courneuve (A.D.C.) et Archives Diplomatiques de Nantes (A.D.N.).

ron 4 000 individus, elle avait « manifesté le désir de ne pas être évacuée, préférant attendre l'arrivée des nationalistes »³. Le consulat, dirigé par René Binet, ne se chargeait donc que des quelques centaines de Français ayant choisi d'être évacués, en les faisant embarquer sur le croiseur français *Suffren*. Le 25 janvier, celui-ci évacuait pour la dernière fois une cinquantaine de ressortissants de la colonie⁴.

Le 26 janvier 1939, les troupes franquistes sont aux portes de Barcelone. La population assiège toutes les coopératives alimentaires de la ville. Celle de la colonie, nommée « comité de ravitaillement », n'y échappe pas. Tout au long de la matinée, la foule s'agglomère autour des grilles de l'Institut français, situé Carrer de Provença 325. C'est dans son enceinte que sont entreposées les denrées alimentaires achetées en France par la coopérative : plus précisément, dans le bâtiment même de l'Institut, endommagé par les bombes en 1938, et dans un bâtiment annexe construit pour l'occasion au fond du terrain⁵. Le directeur de l'Institut, Jacques Langlade, fait alors le choix de hisser le drapeau français et de ne pas ouvrir les grilles. Par ce geste symbolique, il signifie que les réserves de nourriture de la colonie sont sous la protection de la France, et obtient que la foule se disperse sans que les vivres ne soient touchés.

Le même jour, il est décidé de fermer les établissements scolaires de la ville. Jacques Langlade sait que l'entrée des forces franquistes inaugure une nouvelle ère. Il avait déjà sollicité sa mutation pour un nouveau poste et s'appuie sur ses contacts au Parlement pour faire accélérer la procédure⁶. Trois jours plus tard, l'ambassade française et son personnel, ins-

³ *Journal des débats politiques et littéraires*, 23 janvier 1939. Le *Journal des débats politiques et littéraires* est un journal d'information. Fondé en 1789, il a pour caractéristique de retranscrire les séances politiques de l'Assemblée nationale.

⁴ *Journal des débats politiques et littéraires*, 26 janvier 1939.

⁵ L'Institut français de Barcelone est un centre culturel fondé en 1921 par l'université de Toulouse, avec pour objectif de pallier l'influence que pouvait exercer la science allemande sur les élites catalanes. Avant la guerre civile, il fut dirigé par plusieurs hauts fonctionnaires au profil intellectuel marqué, notamment un germaniste, Jean-Jacques Achille Bertrand. Toutefois, faute de recherches sur le sujet, l'histoire de cet établissement demeure encore méconnue, notamment la période 1921-1939.

⁶ *Journal des débats politiques et littéraires*, 28 janvier 1939 ; courrier du 26 janvier 1939, Service des œuvres, 289, dossier général, A.D.C.

tallés Torre Vilana, partent pour la France⁷. Jules Henry, l'ambassadeur, demande à Jacques Langlade de rester afin de garantir l'intégrité des établissements scolaires de la colonie. Ce dernier accepte. Avec le consul René Binet, il est le dernier représentant officiel de la France à Barcelone et, par défaut, le représentant de la colonie française de Barcelone, le président de la colonie étant décédé en 1936⁸.

Après cinq jours, l'autorisation de rouvrir les écoles est donnée. Le 30 janvier, seuls 10 % des élèves inscrits au lycée français se représentent. Il en va pareillement pour les cours du soir de l'Institut français, ouverts aux adultes : en décembre 1938, ils comptent 132 élèves ; le 4 février, ils n'en comptent plus que 66⁹. La même chose se produit du côté des Écoles françaises.

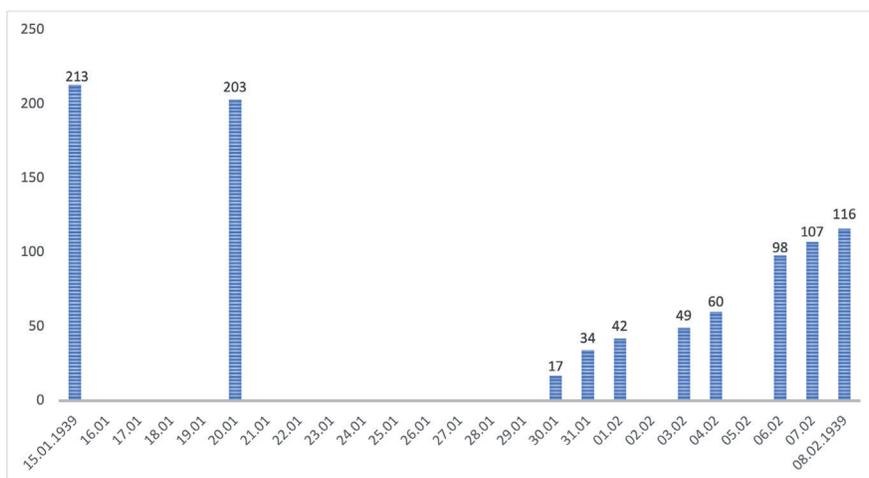


Figure 1 : Effectifs du lycée français de Barcelone (janvier-février 1939)

Toutefois, le lycée français récupère ses élèves (voir figure 1). Cette dynamique nous renseigne sur l'attitude prudente des parents d'élève vis-à-

⁷ Torre Vilana est situé dans le quartier de la Bonanova. Le bâtiment dont il est question est probablement l'actuelle clinique Teknon.

⁸ *Le Matin*, 27 janvier 1939.

⁹ Courriers du 10 décembre 1938 et du 04 février 1939, Service des œuvres, 289, dossier général, A.D.C.

vis de l'établissement. Sans doute appréhendaient-ils des actions contre les établissements français. Jacques Langlade reste optimiste. Selon lui, cette courbe ascendante timide démontre que « l'épreuve du changement de régime a été victorieusement traversée »¹⁰. Ce n'est pas le cas des Écoles françaises de Barcelone : cantonnées depuis octobre 1938 dans un appartement de Carrer de Balma qu'elles partagent avec le lycée, et avec des classes limitées (deux de primaire, deux de secondaire), elles suppriment leurs cours¹¹.

1.2 La marginalisation diplomatique de la colonie

Une fois les autorités franquistes installées, les deux représentants de la France vont à leur rencontre. Le 30 janvier 1939, le consul rencontre le général Álvarez-Arenas. Il négocie avec lui l'autorisation de faire entrer dans les eaux de Barcelone le croiseur Suffren¹², mais il est dans une position délicate pour négocier. Le nouveau gouvernement espagnol, rancunier, ne lui reconnaît aucune autorité¹³. Il lui demande, quelques jours plus tard, d'aller exercer ses fonctions ailleurs, ce que René Binet refuse de faire¹⁴.

Le 4 février, c'est au tour de Jacques Langlade de se présenter en tant que représentant de la diplomatie culturelle. Les relations sont courtoises mais « empreint[e]s de réserve »¹⁵. S'il admet qu'« il est encore trop tôt pour préjuger de l'attitude que [l'Espagne] adoptera à l'égard des écoles [françaises] »¹⁶, il comprend que la tolérance tacite accordée aux établissements scolaires français de Barcelone est précaire. Les valeurs qui y sont enseignées sont contraires aux principes « national-sindicalistes ». Les matières littéraires comme l'histoire, la littérature ou la philosophie présentent des

10 Deux courriers du 06 février 1939, Service des œuvres, 289, dossier général, A.D.C.

11 Courrier du 1er décembre 1941, 7GM267, Archives Nationales de Pierrefitte, France (A.N.P.).

12 *Journal des débats politiques et littéraires*, 30 janvier 1939.

13 « En ma qualité de représentant à Barcelone de l'Espagne nationale, qui n'a pas été reconnue par le gouvernement français comme unique pouvoir légitime de l'Espagne, j'ai l'honneur de vous communiquer que le chef de l'État et son gouvernement ne vous concèdent pas la reconnaissance qui vous accredité comme représentant de la France, ne pouvant vous considérer comme consul général, ni admettre l'existence de votre Consulat, sous quelque forme que ce soit ». (*Le Matin*, 13 février 1939).

14 *Le Matin*, 16 février 1939 ; *Journal des débats politiques et littéraires*, 13 février 1939.

15 Courrier du 04 février 1939, Service des œuvres, 289, dossier général, A.D.C.

16 *Ibid.*

risques. En attendant que les négociations diplomatiques progressent, il cherche des alliés sur Barcelone. Il croit en trouver dans les nouvelles autorités universitaires de Barcelone, bienveillantes envers la culture française. C'est toutefois peine perdue, car celles-ci ne cachent pas que l'existence des écoles françaises ne dépend pas de leur volonté¹⁷.

Au même moment, l'un des enseignants français de l'Institut, Georges Gaillard, prend des risques personnels importants. Après avoir sauvé des travaux de Josep Puig i Cadafalch durant la guerre civile, il réunit les manuscrits de ses amis catalans Baltasar Samper et Miquel Masriera, déjà partis en exil, et les leur envoie¹⁸.

1.3 La répression financière du régime retombe sur la colonie

Le régime introduit immédiatement sa monnaie en Catalogne. L'introduction de la peseta franquiste a d'importantes répercussions sur la colonie car la monnaie de la République, dite peseta « rouge », devient illégale (Velarde Fuertes 2000). Le nouveau gouvernement offre la possibilité de convertir l'ancienne monnaie en nouvelle monnaie au moyen de bons, lesquels ne sont cependant pas remboursés. Cette décision ruine des familles entières de toutes les classes sociales. Bien que non ciblée expressément, la colonie française subit cette répression. Les Écoles françaises ne disposent plus que de leurs fonds en francs placés en France. La Générale, la maison-mère de toutes les associations françaises de la colonie, se trouve dans la même situation¹⁹. Le cas du comité de ravitaillement est de loin celui qui préoccupe le plus la colonie. Celui-ci dispose d'une réserve de presque 3 000 000 de pesetas "rouges". Dès février, son président, le notable Louis Diogène, expose la situation au ministère des Affaires étrangères français sans qu'une solution ne soit trouvée²⁰. L'Institut connaît le même scénario. La subvention délivrée par l'État français, au début de

17 Courrier du 27 mars 1939, Service des œuvres, 289, dossier général, A.D.C.

18 Courrier des 27 février 1939 et 29 mars 1939, Service des œuvres, 289, dossier général, A.D.C.

19 « La Générale » est le surnom donné à l'époque à la Société générale française de Bienfaisance. B.1.1/C.16/1.1 Archives de la Bienfaisance.

20 Courrier du 04 février 1939, Service des œuvres, 289, dossier général, A.D.C.

l'année, n'a plus de valeur²¹ : « L'introduction de la nouvelle peseta jette à terre notre budget »²². À cela s'ajoute une nouvelle loi obligeant l'Institut à rendre au personnel les salaires en vigueur en juillet 1936. L'Institut ne peut affronter cette soudaine augmentation de la masse salariale (11 000 pesetas/mois, soit 2 750 francs). Il en appelle au soutien du gouvernement français, qui intervient presque aussitôt²³. Ce soutien de la France permet à l'Institut d'amortir le choc²⁴. Cependant, les Écoles françaises ne disposent d'aucun soutien. Pour survivre, elles convertissent leurs économies placées en France dans la nouvelle monnaie.

1.4 L'épreuve de l'isolement

La répression politique menée par les vainqueurs de la guerre civile épargne les Français membres de la colonie. Ceux qui avaient le plus à craindre pour leur vie ont sans doute fui avant l'entrée des troupes franquistes. Certains notables de la colonie ne reviennent pas et confient leurs affaires à ceux qui restent. Toutefois, leur nombre demeure marginal²⁵. De même, des recherches partielles nous ont permis de localiser quatre Français de la colonie dans des camps de concentration²⁶. Au regard des 4 000 individus recensés au consulat pendant la guerre civile, c'est infime.

Le plus dur pour la colonie est son isolement de la France. Les nouvelles se font plus rares pour trois raisons. Tout d'abord, il n'y a plus de trafic ferroviaire, les républicains ayant détruit de nombreux ouvrages lors de leur

21 Courrier du 21 janvier 1939, Service des œuvres, 289, dossier général, A.D.C.

22 Courrier du 04 février 1939, Service des œuvres, 289, dossier général, A.D.C.

23 Deux courriers du 06 février 1939, Service des œuvres, 289, dossier général, A.D.C.

24 Après avoir vu son budget disparaître avec l'introduction de la nouvelle peseta, le lycée a profité d'une subvention de 110 350 francs de la part du comité des Écoles franco-espagnoles, émanation de l'ambassade, pour compenser les pertes de 1938. Il obtient 30 000 francs pour l'année 1939. Courrier du 22 mars 1939, Service des œuvres, 289, dossier général, A.D.C. ; courrier du 29 mars 1939, Service des œuvres, 288, A.D.C.

25 Courrier du 27 juillet 1939, B.1.1/C.16/1.1 Archives de la Bienfaisance. M. Belan, directeur de la compagnie des Eaux de Rubinat-Llorach, ne peut pas rentrer en Espagne.

26 Les individus recensés actuellement sont les suivants : Frédéric Platard, employé de commerce, à la Prison Model ; Stanley Guy Vismes et Baptiste Alfred (tous deux sont dans des camps inconnus) ; Pierre Jean Serres (en avril 1939, il est au camp de concentration de Barbastro [Huesca]). A.D.N., 72PO/2003035/125.

retraite. Ensuite, les mauvaises relations diplomatiques entre la France et l'Espagne ainsi que la nature même du régime franquiste nuisent à la circulation de l'information et des hommes. Plus aucun notable de la colonie, industriels ou commerçants, ne fait l'aller-retour. Enfin, la valise diplomatique permettant au consulat de communiquer avec Paris dépend avant tout des véhicules fournis par les notables de la colonie : sans notables, pas de véhicule, et sans véhicule, pas de valise diplomatique.

Le sentiment d'isolement croît dans la population française de Barcelone. Dès le 4 février, Jacques Langlade veut quitter son poste²⁷ et cherche à partir. Il présente son passeport à la police espagnole pour obtenir un sauf-conduit pour la France. Or, la police refuse de lui rendre son passeport²⁸. Il se retrouve « coupé de la France, soumis à un isolement très déprimant »²⁹. Un mois et demi plus tard, la police refuse toujours de lui rendre son passeport. Sa santé morale et physique périclité. Ne tenant plus, il demande aux autorités françaises « à sortir de là »³⁰. Les autres professeurs en poste, Georges Gaillard et Denise Fabre, l'épouse du médecin catalan Albert Folch i Pi, sont eux aussi bloqués. Ensemble, ils décident d'aller à Saint-Sébastien, à l'ambassade, en vue de passer la frontière avec le soutien de l'ambassadeur³¹. Par leur obstination, ils parviendront à retourner en France.

2 Entre crise sociale et espoir de reprise (mars-mai 1939)

2.1 Une colonie traversée par une grave crise sociale

La situation sociale est très compliquée. Le comité de ravitaillement s'impose comme la seule structure opérante et capable d'aider les Français les plus en difficulté car la section de bienfaisance, association de solidarité à qui revenait traditionnellement cette tâche, fonctionne au ralenti. Ainsi, bien qu'il supprime dès février 1939 la cantine gratuite, le comité maintient les distributions gratuites de vivres, qui atteignent des records. Entre juillet 1936 et janvier 1939, il avait distribué en vivres l'équivalent

27 Courrier du 10 février 1939, Service des œuvres, 289, dossier général, A.D.C.

28 Courrier du 08 mars 1939, Service des œuvres, 289, dossier général, A.D.C.

29 Courrier du 23 février 1939, Service des œuvres, 289, dossier général, A.D.C.

30 Courrier du 21 mars 1939, Service des œuvres, 289, dossier général, A.D.C.

31 Rapport du 26 mars 1939, Service des œuvres, 289, dossier général, A.D.C.

de 63 000 pesetas, soit une moyenne de 2 100 pesetas/mois. Entre février et juin 1939, il en distribue 92 000, soit une moyenne de 18 400 pesetas/mois. Cela représente son principal poste de dépenses (60 % de son budget). Parallèlement, ce même comité finance, par la voie de la section de bienfaisance, le relogement des indigents et des personnes âgées (10 % de son budget). Ces chiffres révèlent dans la colonie une crise sociale grave et sans précédent³².

2.2. Les premières tentatives de relance de la colonie

La nomination, en mars 1939, de Philippe Pétain en tant qu'ambassadeur en Espagne soulève de l'espoir car elle est suivie de la visite d'Augustin Michel, député de Haute-Loire qui vient prendre le pouls de la colonie en avril 1939³³. Dès le mois de mai, des rumeurs circulent sur l'intervention de l'État français qui serait prêt à financer la reconstruction du campus scolaire de Sepúlveda, détruit par les bombes en mars 1938, et de l'hôpital français³⁴. Cependant, cela reste à l'état de rumeur. Constatant que les membres du comité des Écoles ne reviennent pas à Barcelone, René Binet décide de nommer Jean Choux, qui au cours de la guerre civile s'était occupé de plusieurs œuvres, d'étudier la réouverture des Écoles françaises pour octobre 1939³⁵.

Le comité de ravitaillement décide donc d'initier le processus de réorganisation en finançant toutes les structures encore ouvertes de la colonie. Il finance ainsi, à hauteur de 11 % de son budget, des travaux à réaliser dans ses bâtiments sanitaires (hôpital) et culturels (lycée et Institut). Il paye également la surveillance des logements de ses notables ayant fui en France (4 %), et octroie un prêt aux Écoles françaises afin qu'elles ne ferment pas (4 %)³⁶. Il annonce également vouloir reverser les 3 000 000 de pesetas "rouges" aux Écoles françaises afin de financer la reconstruction du campus

32 Courrier du 26 avril 1942, 72PO2/46, A.D.N.

33 Courrier du 28 avril 1939, Service des œuvres, 289, dossier général, A.D.C.

34 C2.1.1., « Projet de réorganisation de la Maison d'Assistance Française », A.B.

35 Courrier du 01 décembre 1941, 7GM267, A.N.C.F.

36 Courrier du 26 avril 1942, 72PO2/46, A.D.N. Le comité vient également en aide à des structures qui ne sont pas financièrement en difficulté, comme la Chambre de commerce et d'industrie française et le Cercle de l'Union française.

de Sepúlveda, dont ces dernières sont propriétaires, mais l'espoir de voir cet argent converti en nouvelle peseta est maigre. Le consul ne peut pas négocier avec les autorités franquistes puisqu'elles ne le reconnaissent pas.

2.3 La Chapelle française : l'exception à la règle

À la même période, la Chapelle française se reconstitue, après d'importantes difficultés durant la guerre civile. Les prêtres maristes qui la dirigeaient reviennent très lentement d'exil à partir d'avril 1939³⁷. Bien que l'église, située Carrer del Bruc, soit intacte, c'est toute la communauté d'individus qui est à rebâtir. L'ancien réseau d'associations de la Chapelle n'existe plus (Horn 2022). Toutefois, cette dernière profite de la bienveillance des autorités espagnoles. Pour preuve, la fête nationale française et catholique du 14 mai, dédiée à Jeanne d'Arc, est autorisée à être célébrée en français, et dispose même de publicité et de la présence des autorités franquistes les plus importantes du moment. Le fait que cette messe soit célébrée par Feliciano Pérez y Pérez, prêtre espagnol de la Chapelle réfugié à Burgos entre 1938 et 1939, et non par le révérend père Soubeyran, français, n'y est peut-être pas étrangère. Depuis l'entrée des troupes franquistes, c'est le premier acte connu au cours duquel il est attesté que consul, prêtres et notables industriels ou commerçants se réunissent³⁸.

3 Les prémices d'une réorganisation (juin-août 1939)

3.1 La fin de la mission du comité de ravitaillement

À la fin du mois de mai, les transports ferroviaires entre la France et Barcelone reprennent. La situation entre la France et l'Espagne se stabilise. Le sentiment d'isolement s'atténue. En conséquence, le comité de ravitaillement

³⁷ En huit mois, seuls trois prêtres reviennent. Le premier à rentrer est Feliciano Pérez y Pérez (originaire de Burgos en Castille), 54 ans, le 18 avril 1939. Le deuxième est le révérend père Soubeyran (originaire de France), 62 ans, le 10 mai 1939. Le troisième est Félix de las Heras Pérez (originaire de Burgos en Castille), 24 ans, le 18 septembre 1939. Ils embauchent des domestiques. Le 1^{er} mai 1939, Casilda Valladolid (originaire de Burgos), 44 ans, intègre la Chapelle comme cuisinière. Le 30 juillet 1939, Henri Lavit, 74 ans, intègre la Chapelle comme portier. Archives de la Chapelle française.

³⁸ *Hoja oficial del lunes*, 15 mai 1939. Le général Álvarez-Arenas ainsi que des représentants de la Diputación et de la mairie sont présents.

prépare sa prochaine dissolution : ses dirigeants envisagent de réinstaller les anciennes associations de la colonie afin qu'elles le relaient dans ses missions sociales. En juillet 1939, le comité fait don de ses 3 000 000 de pesetas "rouges" à la Générale : si celle-ci obtient la conversion de cet argent, cela servira à redresser la colonie dont elle est la maison-mère, et notamment les Écoles³⁹. Il fait aussi don des réserves de nourriture, entreposées à Port-Vendres, et des avances faites à un fournisseur alimentaire de Marseille.

Dans ce contexte, le consul imagine une réorganisation de la colonie de grande ampleur. Dès le mois de juin 1939, il songe à rouvrir l'office français de tourisme de Barcelone et à faire acquérir par la France l'ancienne ambassade pour y installer le lycée⁴⁰. L'Institut déménagerait au centre-ville, libérant le bâtiment de Carrer de Provença 325 pour le céder aux Écoles françaises : une manière d'offrir aux Écoles françaises une compensation immédiate pour le campus de Sepúlveda. « C'est trop beau ! », s'exclame Jacques Langlade devant l'initiative⁴¹. Mais le ministère des Affaires étrangères déclare ne pas être informé de cet onéreux projet. La priorité du ministère est, semble-t-il, de consolider les biens acquis à Barcelone antérieurement à la guerre civile avant d'en acquérir de nouveaux⁴².

3.2 La visite de Philippe Pétain du 23 juillet 1939

Philippe Pétain, ambassadeur en Espagne, profite d'un voyage vers la France pour s'arrêter à Barcelone, le 23 juillet 1939, et inaugurer le Centre national d'expansion du tourisme⁴³. Durant cette visite, il en profite pour rencontrer les notables de la colonie lors d'une réception organisée dans l'ancienne ambassade. Ces derniers lui présentent une requête : celle d'obtenir le soutien financier de l'État dans la relance des Écoles françaises, de l'Institut et du lycée⁴⁴, lequel a du succès puisqu'il a fini l'année scolaire

39 Procès-verbal du 12 juillet 1939, 72PO2/46, A.D.N.

40 72PO2/46, dossier Légion française, CV de José Martínez.

41 Courrier du 11 juin 1939, Service des œuvres, 289, dossier général, A.D.C.

42 Courrier du 15 avril 1939, Service des œuvres, 289, dossier général, A.D.C. En avril, Jean Marx, directeur du Service des Œuvres, décide d'amortir l'emprunt souscrit dans les années 1930 pour acquérir l'immeuble de Provença.

43 72PO2/46, dossier Légion française, CV de José Martínez.

44 Courrier du 18 août 1939, Service des œuvres, 289, dossier général, A.D.C.

avec 248 élèves. Cependant, il est logé depuis octobre 1938 dans l'appartement de Camilo Juliá y Bacardí – futur marquis de Juliá – situé Carrer Balmes, car le bâtiment de Carrer de Provença prend l'eau depuis plus d'un an à cause des bombes tombées en janvier 1938⁴⁵. La requête est prise en compte par Philippe Pétain, qui les recommande à Paul Guinard⁴⁶. La visite s'achève sur des déclarations d'intentions de Philippe Pétain : « Le rétablissement des rapports franco-espagnols sur des bases normales est une affaire de longue haleine, qui nécessite de la bonne volonté et une large collaboration de tous »⁴⁷.

Ces propos ne sont pas sans rappeler ceux qu'il tiendra à l'égard des Allemands une fois devenu chef de l'État. Néanmoins, ces déclarations incitent les notables de la colonie à travailler à son redressement. Quatre jours plus tard, la Chambre de commerce et d'industrie française de Barcelone se reforme et annonce la relance de son activité⁴⁸.

4 Septembre 1939 : entre urgence sociale et mobilisation militaire

4.1 Une crise sociale persistante sur fond de francophobie

Le 1^{er} septembre 1939, l'Allemagne envahit la Pologne. La France et l'Angleterre interviennent dans le conflit quelques jours plus tard. Constatant sa fragilité, l'Espagne se déclare neutre le 4 septembre. Cela se produit à un moment particulier pour le consulat. Celui-ci doit gérer un afflux important de Français désirant revenir à Barcelone. Or, la situation économique et sociale ne s'est pas améliorée. Les Espagnols sont favorisés à l'embauche. Quant aux Français qui ont pu conserver leur poste, ils sont harcelés jusqu'à leur démission : « Seuls [...] peuvent vivre [...] les Français qui, politiquement bien considérés des autorités, sont des chefs d'industrie et de commerce ayant des capitaux de réserve qui leur permettent de subsister »⁴⁹.

45 Deux courriers du 06 février 1939, Service des œuvres, 289, dossier général, A.D.C. ; courrier du 04 février 1939, Service des œuvres, 289, dossier général, A.D.C.

46 Paul Guinard est directeur de l'Institut français de Madrid, et responsable de la réorganisation des établissements culturels de toute l'Espagne depuis avril 1939.

47 *Journal des débats politiques et littéraires*, 24 juillet 1939.

48 Procès-verbal du 27 juillet 1939 de la CCI, ANC1-801-T-25, Arxiu Nacional de Catalunya (A.N.C.).

49 Courrier du 24 août 1939, 72PO2/140, A.D.N.

En conséquence, face au rejet violent qu'ils rencontrent, beaucoup de Français se retrouvent désœuvrés. Sans ressources financières, ils se tournent vers le consulat pour demander leur rapatriement en France.

4.2 René Binet et la chasse aux insoumis

Parallèlement, l'intégralité du consulat est relevée de ses fonctions début septembre 1939. René Binet et les autres membres du corps consulaire sont remplacés car ils étaient considérés comme engagés dans l'ancien régime républicain espagnol. Toutefois, le nouveau consul, Charles Lancial, tarde à venir⁵⁰. C'est donc un consulat en pleine transition qui gère la mobilisation générale de ses ressortissants depuis le 2 septembre 1939⁵¹. Il repasse tous les dossiers des mobilisables. Il recense les lieux de résidence et s'assure de la régularité de la situation militaire de chaque individu en contrôlant leur fiche d'immatriculation. Il découvre ainsi 13 insoumis, c'est-à-dire des individus français qui ont refusé d'effectuer leur service militaire en France. Toutefois, pour des raisons que le consulat ignore, de nombreuses fiches ne portent aucune mention. Suspectant des cas d'insoumission dissimulée, le consulat décide de repasser toutes les fiches d'immatriculation des épouses de mobilisables. Il débusque ainsi 67 insoumis qui n'étaient pas parvenus à faire disparaître la mention "insoumis" sur la fiche de leur épouse.

4.3 Aider les familles de mobilisés

La mobilisation soulève de nombreux dilemmes dans la colonie. Ceux qui restent deviennent des insoumis et sont ostracisés de la colonie⁵². Ceux

⁵⁰ René Binet reste en poste jusqu'au 13 novembre. Journal de raison, 13 novembre 1939, p. 61, Fonds Deffontaines, Biblioteca Nacional de Catalunya (B.N.C.).

⁵¹ CV de José Martínez, 72PO2/46, A.D.N.

⁵² C'est le cas des deux Français de Barcelone Martin et Antoine Vidal. Ils étaient les fils d'un ancien soldat de la Première Guerre mondiale, arrivé d'Enveitg (Cerdagne française) vers 1900 pour ouvrir son propre commerce dans les alentours de Barcelone, à Clot (vente de grains, de lait et distillation).

Grâce à sa nationalité française, Martin échappa à la mobilisation espagnole de 1936. Néanmoins, la même année, il fut considéré par le consulat comme insoumis puisqu'il n'avait pas réalisé le service militaire pour lequel il était convoqué. Il avait considéré devoir demeurer auprès de sa famille

qui partent laissent femme et enfants sans revenus dans un pays ruiné. Devant l'urgence sociale, et pour inciter les hommes à partir au front, les membres de l'ancien comité de ravitaillement se réunissent et forment le comité d'assistance aux familles de soldats mobilisés et des engagés volontaires le 12 septembre 1939⁵³. Le but de ce comité est d'organiser des souscriptions auprès des particuliers les plus aisés de la colonie et de redistribuer l'argent recueilli aux familles de mobilisés. En un an et demi, il réunira environ 130 000 pesetas⁵⁴. La colonie française de Tarragone se mobilisera aussi à l'occasion de la journée nationale de Guerre de la Croix-Rouge française⁵⁵. Toutefois, il est impossible d'estimer si cela fut un succès puisque nous ignorons le nombre de familles bénéficiaires des aides.

5 La délicate question de la direction de l'Institut

5.1 Les doutes de Pierre Deffontaines

Avec la réorganisation des établissements culturels d'Espagne, la question du remplacement de Jacques Langlade se pose. Malgré ses prises de position publiques en faveur de la culture catalane et son souhait, maintes fois réitéré, de quitter son poste, le ministère ne songe pas encore à le remplacer au mois d'avril⁵⁶. Le retour de Paul Guinard à la tête du réseau culturel français d'Espagne scelle le destin de Jacques Langlade. Paul Guinard souhaite favoriser une diplomatie culturelle axée sur le catholicisme, ce

car le commerce familial avait disparu dans la vague de collectivisation ayant touché Barcelone durant la guerre civile. Le 09 mai 1940, le gouvernement français lui offrit la possibilité de réintégrer l'armée, mais il refusa pour deux raisons. Premièrement, il avait été blessé par un éclat d'obus lors du bombardement du 05 mars 1938. Opéré en urgence à l'Hospital Clínic, il avait frôlé la mort. Deuxièmement, la famille était sortie ruinée de la guerre civile. Il fut alors déchu de la nationalité française. Devenu apatride, il refusa toute sa vie de demander la nationalité espagnole. Le gouvernement français finira par lui présenter des excuses en 1960, et lui rendra sa nationalité.

Antoine n'est pas considéré comme un insoumis. Trop jeune pour combattre durant la guerre civile, il n'eut pas besoin de revendiquer sa nationalité française pour échapper à la mobilisation de 1936. En revanche, en 1939, il fut convoqué par le consulat. Pour éviter de partir au front, il décida de faire la conscription espagnole, obtenant de fait la nationalité espagnole. Témoignage oral de Jacques Vidal, fils de Martin Vidal (2022).

53 Courrier du 12 septembre 1939, 72PO2/46, A.D.N.

54 Courrier du 01 mars 1941, 72PO2/46, A.D.N.

55 Courrier du 29 novembre 1939, 72PO2/140, A.D.N.

56 Courrier du 24 avril 1939, Service des œuvres, 289, dossier général, A.D.C. ; Jacques Langlade (1937).

que soutient pleinement Philippe Pétain (Catala 2018). C'est pour cette raison que Jean Marx, responsable du Service des œuvres au ministère des Affaires étrangères, contacte Pierre Deffontaines, universitaire catholique en poste aux facultés catholiques de Lille, et lui propose la direction de l'antenne de Barcelone. La proposition intrigue Pierre Deffontaines. Il rencontre Paul Guinard dès le mois de juillet à Paris mais ne décide rien. Après tout, Deffontaines vient de refuser de retourner au Brésil, où il était en poste, pour demeurer en France⁵⁷.

En attendant, Paul Guinard s'active pour préparer la rentrée d'octobre 1939. Il négocie avec succès l'autonomie financière des Instituts d'Espagne vis-à-vis de l'université de Toulouse⁵⁸. Il redéfinit toutes les procédures financières et administratives (révision des comptes bancaires, procédures de signature, définitions des interlocuteurs)⁵⁹. Il se rend à Barcelone le 18 août 1939 afin d'étudier la réouverture des Écoles françaises, de son campus de Sepúlveda et de la remise en état de Provença. Dans cette colossale tâche administrative, il bénéficie du soutien déterminant d'Amélie Dufort, secrétaire-comptable de l'Institut et du lycée, femme divorcée, demeurée en poste tout au long de la guerre civile. Il bénéficie aussi du soutien de la colonie, qui forme un comité chargé d'administrer les travaux à réaliser et de les financer⁶⁰. Une fois encore, l'argent de l'ancien comité de ravitaillement s'avère déterminant pour remettre en état l'électricité et le chauffage du bâtiment de Provença⁶¹.

5.2 La résistance de Jacques Langlade

Le 17 septembre, Philippe Pétain demande officiellement la réouverture des établissements scolaires au gouvernement espagnol. En attendant la réponse officielle, les administrations s'organisent. Le même jour, sans attendre que la nuit tombe, Jean Marx commence à prospecter pour em-

57 Journal de raison, 07 juillet 1939 et 10 juillet 1939, p. 34, Fonds Deffontaines, B.N.C.

58 Courrier du 18 octobre 1939, Service des œuvres, 289, dossier général, A.D.C.

59 Courrier du 14 octobre 1939, Service des œuvres, 285, dossier général, A.D.C.

60 Courriers du 18 août 1939 et du 11 septembre 1939, Service des œuvres, 289, dossier général, A.D.C.

61 Courrier du 11 septembre 1939, Service des œuvres, 289, dossier général, A.D.C.

baucher des professeurs⁶². Il recontacte Pierre Deffontaines qui, pour des raisons personnelles et après de nombreuses hésitations, a fini par faire le choix de l'étranger sans pour autant accepter la proposition de Barcelone⁶³. Pierre Deffontaines ne semble pas enthousiasmé par ce poste. Aucun adjoint n'est trouvé pour le seconder dans la tâche redoutable qui l'attend à Barcelone. Le 27 septembre, Jean Marx est obligé d'insister pour que Pierre Deffontaines accepte le poste, arguant que l'ambassade en a déjà été informée⁶⁴. Deffontaines finit par accepter. En apprenant son remplacement, Jacques Langlade, le directeur de l'Institut encore en fonction, change d'avis et veut rester directeur. Il tente de renverser la situation. Il invoque le soutien des notables de la colonie française et des autorités universitaires barcelonaises⁶⁵. Malgré un premier refus, il insiste. Jean Marx décide d'invoquer la figure de Philippe Pétain et les lignes directrices définies :

« Je tiens [l'Ambassadeur], dans les circonstances présentes, comme seul juge des opportunités nécessaires [...]. Nous sommes dans la nécessité de considérer avant tout les besoins de notre action en Espagne, tels que les conçoit notre Ambassadeur »⁶⁶.

Jacques Langlade persévère et monte jusqu'à Paris. Face au refus, il quitte Paris, contrarié, refusant de faciliter la succession. Cela lui vaut un rappel à l'ordre de Jean Marx, qui lui réitère les possibilités d'ascension qui l'attendent⁶⁷. À partir de ce moment-là, Jacques Langlade change de posture et devient plus conciliant. Une semaine plus tard, lui et Pierre Deffontaines se rencontrent à Perpignan pour le passage de témoin. Une nouvelle étape peut commencer pour la colonie française de Barcelone.

62 Plusieurs lettres de propositions à divers enseignants, Service des œuvres, 289, dossier général, A.D.C.

63 Journal de raison, 08 septembre 1939, p. 46 et 17 septembre 1939, p. 48, Fonds Deffontaines, B.N.C.

64 Journal de raison, 27 septembre 1939, p. 49, Fonds Deffontaines, B.N.C.

65 Courrier du 18 septembre 1939, Service des œuvres, 289, dossier général, A.D.C.

66 Courrier du 20 septembre 1939, Service des œuvres, 289, A.D.C.

67 Courrier du 29 septembre 1939, Service des œuvres, 289, A.D.C. « En ce moment, il n'y a pas à discuter les indications du représentant de la France. »

Conclusion : une colonie inopérante prise entre la répression franquiste, les recommandations de collaboration et l'ordre de mobilisation générale

Entre les mois de janvier et de septembre 1939, la colonie française de Barcelone fait face à plusieurs défis, principalement liés à la victoire du franquisme. Le premier est la marginalisation diplomatique, en janvier et février 1939, imposée par le régime franquiste aux derniers représentants du gouvernement français encore présents à Barcelone. Le directeur de l'Institut, Jacques Langlade, ne dispose plus d'aucun appui dans le milieu universitaire barcelonais. Le consul, René Binet, est invité à quitter l'Espagne. Cet isolement est exacerbé par l'irrégularité des navettes contenant la valise diplomatique. Jacques Langlade se sent tellement isolé qu'il en arrive à implorer le gouvernement français de le faire sortir d'Espagne. Pendant ces deux mois, le deuxième défi la crise humanitaire à éviter. Le comité de ravitaillement, seule structure de la colonie encore opérationnelle, doit multiplier par huit ses distributions de nourriture. Cette crise est en partie due à la suppression de la monnaie de la République en déroute. Pour continuer à financer leurs opérations, le comité et les quelques structures – moribondes – de la colonie puisent dans leurs réserves financières placées en France. Au niveau de leurs économies, ils renoncent à obtenir le change de leurs pesetas “rouges” en pesetas “franquistes”. En résumé, la colonie est inopérante à cause de la répression franquiste qui s'abat sur l'ensemble de la Catalogne et des régions anciennement républicaines.

À partir de mars 1939, la nomination de Philippe Pétain en tant qu'ambassadeur de France à Madrid contribue à rétablir des relations diplomatiques presque inexistantes. Pour preuve, en mai 1939, les autorités franquistes assistent à la messe de Jeanne d'Arc à la Chapelle française de Barcelone en compagnie de René Binet et de membres éminents de la colonie. Des initiatives visant à sortir la colonie de sa léthargie sont prises, telles que le déblocage de fonds par le comité de ravitaillement pour relancer quelques structures sanitaires et éducatives. En juin 1939, le consul conçoit un vaste plan de réorganisation de la colonie. Toutefois, cette normalisation des relations s'inscrit dans une démarche exprimée avec clarté par Philippe Pétain lors de sa visite du 23 juillet 1939 : la collaboration.

Celle-ci consiste à se conformer aux exigences du régime franquiste et à ses règles. Ainsi, Jacques Langlade et René Binet sont renvoyés, les Français sont exclus du marché du travail, et les associations françaises de la colonie ne rencontrent plus autant de facilité à pratiquer leurs activités ou à promouvoir la langue française. Pour la colonie, cette ligne de conduite “collaborationniste” constitue un véritable défi existentiel. En effet, ses dirigeants sont principalement des industriels et des commerçants, et l’une de leurs principales missions est de promouvoir de la langue française et les échanges commerciaux par le biais d’écoles et d’entreprises françaises en Catalogne. Tout cela doit donc être suspendu, ce qui contribue à rendre la colonie encore plus inopérante.

À partir d’août-septembre 1939, un autre choc frappe la colonie, contribuant à en aggraver l’inopérance : la mobilisation générale face à l’Allemagne hitlérienne. Tous les hommes mobilisables doivent rejoindre la France. Leurs familles se retrouvent sans ressources, ce qui complique une situation sociale déjà très tendue. Pour les aider, la colonie met en place un système d’entraide, dont l’efficacité et l’ampleur sont difficiles à estimer en raison du manque de sources. Elle met fin à l’assistance qu’elle apportait aux victimes de la crise sociale pour se consacrer aux familles de mobilisés, transformant ainsi le comité de ravitaillement en comité d’assistance aux familles de mobilisés.

En somme, entre janvier et septembre 1939, la colonie française de Barcelone s’est retrouvée dans l’incapacité de lancer le moindre processus de réorganisation, tout en devant adopter une position collaborationniste à la suite des recommandations de Philippe Pétain.

Bibliographie

- Catala, Michel. 2018. « *Les ecclésiastiques au cœur de la diplomatie française en Espagne durant la Seconde Guerre mondiale* ». Dans Éric Schnakenbourg, Stanislas Jeannesson et Fabrice Jesné, dir., *Experts et expertises en diplomatie. La mobilisation des compétences dans les relations internationales du congrès de Westphalie à la naissance de l’ONU*, 291–303. Rennes : Presses universitaires de Rennes. doi : 10.4000/books.pur.167776.
- . 1997a. « L’ambassade espagnole de Pétain (mars 1939 – mai 1940) », *Vingtième Siècle. Revue d’histoire* 55 (3) : 29–42.

- Catala, Michel. 1997b. *Les relations franco-catalanes pendant la Deuxième Guerre mondiale. Rapprochement nécessaire, réconciliation impossible, 1939–1944*. Paris : L'Harmattan.
- Horn, Guillaume. 2022. *Français de Barcelone, ombres et lumières – du xv^e au xx^e siècle*. Barcelone : Bienfaisance Barcelone.
- Langlade, Jacques. 1937. *Quelques aspects de l'âme catalane*, conférence prononcée à Clermont-Ferrand, le 6 février 1937. Le Puy : Impr. « La Haute Loire ».
- Parello, Vincent. 2014. « La reconnaissance du régime franquiste au miroir de la Chambre des députés français », *Hispanismes*, 4. <https://hispanistes.fr/index.php/publications/revue-hispanismes?id=554>
- Preston, Paul. 2016. *Une guerre d'extermination. Espagne 1936–1945*. Paris : Belin.
- Píriz, Carlos. 2022. « La primera policía política franquista para las últimas ciudades republicanas: los Destacamentos Especiales del SIPM (enero-septiembre 1939) », *Historia y política: Ideas, procesos y movimientos sociales* 47: 27–57.
- Velarde Fuertes, Juan. 2000. « La guerra de las dos pesetas, 1936–1939 ». Dans José Luis García Delgado et José María Serrano Sanz, dir., *Del real al euro: una historia de la peseta*, 87–106. Barcelone : Caja de Ahorros y Pensiones de Barcelona "la Caixa".

Archives

- Archives diplomatiques de la Courneuve (A.D.C.).
 Service des œuvres, 289, dossier général.
 Service des œuvres, 288.
 Service des œuvres, 285, dossier général.
- Archives diplomatiques de Nantes (A.D.N.).
 72PO/2003035/125.
 72PO2/46.
 72PO2/140.
- Arxiu Nacional de Catalunya (A.N.C.).
 ANC1-801-T-25.
- Archives de la Bienfaisance (A.B.).
 B.1.1/C.16.
 C2.1.1.
- Biblioteca Nacional de Catalunya (B.N.C.).
 Fonds Deffontaines, journal de raison.
- Archives de la Chapelle française.
- Archives nationales de Pierrefitte (France) (A.N.P.).
 7GM267.
- Journal des débats politiques et littéraires.*
Le Matin.
Hoja oficial del lunes.



This work is subject to a [Creative Commons Attribution 4.0 International Public License](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/).

